

Le développement durable pour sortir de la crise ?

- **VAINCRE LA PAUVRETÉ SANS RUINER LA PLANÈTE**
- **LE POTENTIEL DE L'ÉCONOMIE VERTE ET DES EMPLOIS VERTS**
- **UNE OPPORTUNITÉ POUR LA SUISSE**
- **GENÈVE AU CŒUR DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'ONU**

Synthèse d'un Cycle de conférences-débats à l'Institut national genevois placé sous le patronage de **Micheline Calmy-Rey**, ancienne présidente de la Confédération

Document de synthèse réalisé par
Daniel Wermus¹, Février 2015.

Institut national genevois
Fédération genevoise de coopération
Université de Genève

TABLE DES MATIÈRES

- 1 Introduction
- 2 Développement durable : une expression encore mal perçue
- 3 Les constats
- 3 On sait qu'il faut agir – qu'est-ce qu'on attend ?
- 3 Les défis du 21^e siècle
- 4 Le recyclage de la pensée économique est en cours
- 5 Le potentiel des entreprises vertes, et des emplois verts : que fait la politique ?
- 5 La stratégie verte du Conseil fédéral
- 6 Changer les comportements par un dialogue impliquant les acteurs
- 7 Genève peut encore s'affirmer comme capitale du développement durable

INTRODUCTION

Trois institutions genevoises représentant des approches et des publics complémentaires se sont associées pour mettre en discussion la crise structurelle que nous traversons, en Suisse comme dans le monde, et des solutions nouvelles pour un avenir durable. Deux questions ont été identifiées plus précisément, notamment dans le sillage du Sommet Rio+20 de juin 2012 :

- A quelles conditions le développement durable peut-il rassembler le Nord et le Sud, en conciliant lutte contre la pauvreté avec préservation de l'environnement ?
- Les emplois verts, réalité ou fiction ?

En quatre soirées publiques tenues entre février et mars 2014, 18 personnalités des mondes politique, économique, associatif, scientifique et international ont dialogué avec chaque fois entre 100 et 150 participants. Ces débats parfois contrastés, souvent convergents, trouvent leur pleine actualité avec l'adoption en septembre 2015, par l'Assemblée générale des Nations Unies, des Objectifs de développement durable (ODD) : l'Agenda post-2015, qui succède aux Objectifs du millénaire, associe les Etats, l'économie et la société civile pour guider d'ici 2030 l'humanité vers un fonctionnement plus équilibré. La mise en œuvre des ODD devrait dans une large mesure être suivie par la Genève internationale, où se concentrent les nouveaux outils en économie verte et en lutte contre la pauvreté.

Il est clairement apparu que le DD exige une triple innovation :

- du regard porté sur les choses
- de la gouvernance, inclusive
- du concept économique en cours aujourd'hui.

En revanche les technologies nécessaires sont largement disponibles ; seule manque la volonté de les généraliser. Les points forts et les propositions concrètes qui ressortent de ce cycle de conférences contribueront ainsi aux efforts de milliers d'acteurs locaux et globaux qui, dans notre cité, s'engagent inlassablement pour un monde

¹ Journaliste basé au Palais des Nations, spécialiste des enjeux globaux.
Membre de la commission d'information de la FGC.

meilleur. Cette synthèse pourra également inspirer les décideurs de notre région, pour saisir les nouvelles opportunités qui se présentent dans ce domaine.

LES CONCLUSIONS MAJEURES

Une réponse valable à la crise planétaire.

Le *développement durable*, quelles que soient les critiques dont ce terme fait l'objet (ambigu, peu lisible), est l'étendard incontournable du 21^e siècle pour sortir de la crise écologique, économique et sociale (dit aussi le « maldéveloppement ») qui sévit sous différentes formes aux niveaux local et global. En ce sens, la question des années 80 focalisée sur les enjeux Nord-Sud s'est élargie aux défis globaux tels que le climat, le sol, les océans, la biodiversité, la gouvernance, le système financier, la fiscalité...

Et Genève a une légitimité, dont ses autorités n'ont parfois pas été suffisamment conscientes, d'être au cœur des efforts mondiaux dans ce sens.

On sait ce qu'il faudrait faire, mais on ne le fait pas.

Les constats alarmants sont largement reconnus et des solutions sont là, mais ni la politique ni l'économie ne bougent au rythme nécessaire. On dit « Attention notre maison brûle ! », mais personne n'ose envoyer les pompiers. Manque de courage et de volontarisme, esprit de silo, incitatifs économiques mal orientés et blocages institutionnels continuent à freiner les mesures urgentes qui s'imposent.

La pression du public est indispensable. Les changements de valeurs et de comportement des consommateurs ainsi que les pressions de la société civile, indispensables pour faire bouger les choses, restent insuffisants. Les acteurs manquent encore d'information, de détermination et de stratégie cohérente.

L'économie verte, une solution crédible. Ce nouveau paradigme élaboré en grande partie au sein de la Genève internationale, offre des concepts théoriques et des solutions praticables : investissements, emplois, commerce, finance, comptabilité nationale, tourisme... Le savoir-faire technologique et les entreprises pionnières des cleantech qui abondent en Suisse devaient être soutenus avec plus d'audace.

Les acteurs doivent se parler pour changer.

Un dialogue créatif doit associer sciences naturelles et économie, entrepreneurs et consommateurs, politiciens et ingénieurs. Objectif : changer les comportements en impliquant les parties prenantes.

Une opportunité extraordinaire pour Genève, avec l'adoption en septembre 2015 des ambitieux Objectifs de développement durable (ODD) par les Nations Unies : devenir un poste de pilotage pour la transition de l'humanité vers une civilisation durable. Cette chance doit être saisie par des leaders visionnaires aux niveaux politique, économique, universitaire et associatif. Genève et la Suisse devraient tirer les leçons des occasions manquées du passé.



DÉVELOPPEMENT DURABLE : UNE EXPRESSION ENCORE MAL PERÇUE

« Un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité ; et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. »

Cette définition posée en 1986 à Genève par la Commission Brundtland est en fait un compromis historique entre les pays du Nord sensibilisés à la dégradation de l'environnement et les pays du Sud inquiets de voir le souci écologique concurrencer leurs besoins de développement. Il combine, estime René Longet, Président de la FGC, l'urgence sociale (accès aux moyens de vivre) avec l'urgence environnementale (maintien de la capacité de la Terre à offrir les ressources nécessaires). Ou encore : équité et équilibre.

Mais contrairement à l'adjectif anglais *sustainable*, la traduction française *durable* n'évoque pas explicitement le respect des limites planétaires. La traduction québécoise « soutenable » est parfois utilisée. Quoiqu'il en soit, le lien entre durabilité et écologie est encore mal compris par le public : l'expression « développement durable » reste largement perçue comme un jargon de spécialistes, peu mobilisateur.

Pourtant, le concept de durabilité est innovant par son approche systémique et fédératrice. Il relie les trois aspects essentiels et interdépendants de l'équilibre à réaliser : écologique, social et économique. Et exige d'en dépasser les contradictions.

LES CONSTATS :

- 5,2 milliards d'hectares de forêts perdus par an
- 85% des stocks de poissons surexploités ou détruits
- Danger de réchauffement de 4 à 5% à la fin du siècle
- Un milliard de personnes sous-alimentées
- Un autre milliard au bord de la misère
- Un milliard d'obèses
- Un tiers de la nourriture produite est gaspillé
- Instabilité financière, déficits publics
- 20% des Terriens utilisent 80% des ressources
- L'individualisme et la mobilité en hausse constante
- Des dizaines de millions de personnes en fuite
- 300 millions de chômeurs et un milliard de sous-employés
- Si la population mondiale vivait comme en Suisse, il lui faudrait trois planètes...

ON SAIT QU'IL FAUT AGIR – QU'EST-CE QU'ON ATTEND ?

Le président de l'Institut national genevois, Pierre Kunz, donne le ton dans son introduction du cycle de conférences : « Tout le monde se dit attaché au développement durable. Presque personne ne conteste encore la réalité du réchauffement climatique. Mais les autorités ne savent pas comment s'emparer efficacement de ces problèmes ni offrir une stratégie crédible ». En dehors d'émotions liées à une actualité choc, comme Fukushima, l'interventionnisme politique est difficile : « D'abord parce que les Etats sont endettés. Ensuite, même avec de l'argent, la préservation de l'environnement et la lutte contre la pauvreté exigerait courage, clarté et détermination... qui ne sont pas toujours les qualités premières du monde politique ! » D'autre part, retrouver la croissance tout en réduisant la consommation d'énergie et en partageant équitablement les ressources de la planète avec le Sud, telle est la quadrature du cercle pour les pays riches. Pierre Kunz se réfère à Edgar Morin pour inviter les participants à ce cycle de conférences-débats à la recherche d'une « Voie nouvelle », qui sorte « de l'indécision des uns, du radicalisme utopique des autres, et de la lassitude du public ». Pour dégager ensemble « des visions cohérentes et des solutions réalistes ».

Claude Haegi, ancien Président du Conseil d'Etat, ajoute que jusqu'ici le concept du DD reste en échec, notamment dans son volet social, en termes de pauvreté, de chômage et de manque de perspectives pour les jeunes. Micheline Calmy-Rey précise pourtant que le DD n'est pas un échec en tant que tel : « Le problème c'est qu'il n'est pas appliqué, à cause de nombreux blocages : manque de volonté politique, problèmes traités en silos, dispersion des institutions en charge, manque

de consensus international et de gouvernance globale. Nous avons besoin des pressions de la société civile ! » Gilles Carbonnier, professeur d'économie du développement à l'IHEID, ajoute : « Et d'une opinion publique qui pousse les gouvernements à faire des choses difficiles, pour autant que le reporting soit fait de manière rigoureuse et transparente. »

« Les nouvelles pratiques sont connues, dans tous les secteurs, affirme René Longet. Alors pourquoi sont-elles encore si peu généralisées ? Il y a toujours un fossé entre ce que nous savons faire, ce que nous devons faire, ce que nous nous sommes engagés à faire... et ce que nous parvenons à faire ! Pourquoi s'obstine-t-on à ne pas comprendre le DD comme issue à la crise, en persistant à le considérer comme un concept parmi d'autres. »

Pour le président de la FGC, « les discours de l'ignorance, de résignation, d'absence d'imagination sont une offense à la capacité créative de l'intelligence humaine. » Le changement de cap nécessite la convergence entre consommateurs, producteurs, société civile et décideurs politiques.

Le concentré de compétences et d'expérience réuni en quatre soirées par l'ING, la FGC et l'Université de Genève vise précisément à proposer les outils nouveaux de la sortie de crise. Genève est d'ailleurs un lieu idéal pour faire germer les solutions et les alliances qui contribuent à la transition vers une civilisation durable.

LES DÉFIS DU 21^e SIÈCLE

- Vivre décemment avec 9 milliards d'habitants en 2050 sans ruiner la planète
- Accélérer et diffuser les progrès scientifiques et techniques nécessaires
- Une agriculture qui nourrisse une population croissante sans épuiser les sols
- Couvrir nos besoins énergétiques efficacement et écologiquement
- Au Nord et au Sud, une transition vers un développement humain durable
- Repenser les systèmes économiques, financiers et commerciaux pour satisfaire de manière durable les besoins de tous
- Une gouvernance mondiale qui reflète les réalités d'aujourd'hui (et pas de 1945)
- Un dialogue et une éducation sur les normes, les valeurs, la justice sociale
- Un dialogue entre sciences naturelles et sciences sociales

UNE QUESTION DE JUSTICE

« *Un mode de vie qui ne bénéficie pas à tous et à toutes n'est pas durable et c'est injuste car notre mode de vie ne peut pas être étendu aux autres ni aux générations futures* »

Micheline Calmy-Rey

LE DEVELOPPEMENT DURABLE VU DES ÉTOILES

A des milliards d'années lumières de la polémique terrestre sur la croissance zéro, l'astronome André Maeder nous rend attentif à une arithmétique impitoyable. Si une société technique comme la nôtre devait durer 100'000 ans (une micro-période dans l'univers), même avec un très faible taux de croissance de 0,01%, on multiplierait le PIB mondial par 22'000. Ce qui entre en conflit absolu avec les modèles économiques actuels.

LE RECYCLAGE DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE EST EN COURS

Pour Jacques Blondel, auteur de l'essai sur la biodiversité *L'Archipel de la vie*, il est temps que les sciences naturelles et les sciences sociales se parlent. Le problème majeur est que le système économique considère toujours comme gratuits les services écosystémiques fournis par la nature et rendant possibles les activités productives. Ainsi la biodiversité permet la pollinisation des plantes, l'équilibre des eaux et du climat, la réduction des agents pathogènes, l'entretien des sols... Sans oublier les services esthétiques, voire spirituels de la nature. Comment intégrer le capital naturel, ressource rare, dans le champ de l'économie ? Comment lui donner un prix, incluant aussi le coût de son renouvellement ? Ce capital est une « mine » dont il faut évaluer les impacts, en réinvestissant ce qu'on a prélevé dans une économie circulaire.

Les services écosystémiques de la forêt ont été évalués à 970 euros par hectare et par an en France.

La notion de solidarité écologique entérinée en France : depuis 2006, signale Jacques Blondel, on intègre les activités humaines et culturelles dans la gestion des parcs nationaux, consacrant ainsi l'idée du vivre ensemble entre humain et non humain – y compris le non humain invisible comme les micro-organismes ou les vers de terre...

Vaincre la pauvreté, c'est une tâche écologique, affirme le professeur et climatologue Martin Beniston, car les comportements de survie que doivent adopter des milliards d'êtres humains se font au détriment de la nature.

ENERGIE CONTRE PAUVRETÉ

Paradoxe : « L'Occident a vaincu la pauvreté en passant des énergies renouvelables aux énergies fossiles. C'était une rupture écologique majeure », relève Pierre-André Loizeau. Maintenant, les pays riches doivent réduire massivement leur gaspillage et leur surconsommation pour permettre aux pauvres d'augmenter de quelques pourcents leurs émissions de CO₂.

Au cœur de ces efforts, le PNUE a défini dans son Rapport sur l'économie verte de 2011 et ses travaux sur l'Économie des écosystèmes et de la biodiversité (TEEB) une série de nouveaux outils permettant de mieux reconnaître, mesurer et récompenser une gestion responsable du capital naturel, explique Nicolas Bertrand, coordinateur de projets au PNUE. Ces outils, qui font l'objet d'ouvrages et de recherches très pointus, sont en pleine évolution – non parfois sans controverse.

Des mesures compensatoires pour l'impact négatif d'une activité se développent, comme le supplément carbone sur certains billets d'avion ou les « mesures compensatoires » pour la biodiversité. Le paiement des services écosystémiques (recyclage, dépollution) est devenu un marché aux opportunités bien définies. En 2012 s'est créée une Coalition sur le capital naturel, plateforme réunissant des entreprises, des ONG et des autres acteurs. Elle est en train de définir des nouveaux outils comptables pour mieux refléter les impacts et dépendances sur le capital naturel. De même, signale encore Nicolas Bertrand, sous l'égide de la Division statistique de l'ONU est apparue une nouvelle méthodologie appelée « Comptabilité expérimentale des écosystèmes » du Système de comptabilité économique et environnementale, destinée aux États et aux offices de statistiques.

Qu'entend-on au juste par économie verte ? Pour Bruno Oberle, Directeur de l'Office fédéral de l'environnement « c'est une économie économe en ressources naturelles, les utilisant efficacement, en tenant compte de l'inclusion sociale et des besoins des pays en développement. »

LA SUISSE UTILISE TROIS PLANÈTES !

C'est ce que rappelle Bruno Oberle : « Ainsi le 1^{er} mai nous avons épuisé la ration annuelle de ressources naturelles à disposition. C'est comme si j'avais dépensé mon salaire mensuel après dix jours et que je vivais ensuite à crédit. » A l'échelle mondiale, ajoute-t-il, cette vie à crédit « se traduit par le changement climatique, mais aussi par un net recul de la biodiversité, la destruction de terres fertiles et l'épuisement des réserves d'eau douce. »

LE POTENTIEL DES ENTREPRISES VERTES, ET DES EMPLOIS VERTS : QUE FAIT LA POLITIQUE ?

L'autre versant de l'économie verte, c'est celui du travail. Au niveau mondial, l'OIT a déterminé en 2012 le potentiel d'une transition verte : 15 à 60 millions de jobs supplémentaires ces prochaines années. Edmundo Werna et Mustapha Kamal Gueye, tous deux de l'OIT, énumèrent d'autres estimations :

- 1,2 millions d'emplois « propres » créés aux Etats-Unis de janvier à septembre 2014
- 5,7 millions de travailleurs (dont 1,7 million en Chine) dans les énergies renouvelables
- Le coton et la canne à sucre bio occupaient en 2013 en Inde 2,7 millions de personnes
- Au Kenya, 30'000 petits paysans ayant passé au bio ont vu leur revenu augmenter de 50%
- Les programmes d'exploitation durable du bois occupent 8 millions de personnes
- Logement social au Brésil : 500'000 maisons avec chauffage solaire 30'000 emplois
- En Allemagne, 100 milliards d'euro pour l'efficacité énergétique des bâtiments depuis 2006 : 300'000 emplois maintenus
- Adapter 20% des infrastructures aux inondations subites créerait 100 millions d'emplois.

Bien entendu, la concrétisation de telles opportunités nécessite des « montages politiques » aux niveaux nationaux : politiques budgétaires et monétaires, politiques sectorielles et achats publics, politiques sociales et du travail. Le but est de faciliter la création d'entreprises durables par un dialogue à tous les niveaux de la société, précise Edmundo Werna. Quant à savoir si l'économie verte sera plus rentable que l'économie actuelle, cette question n'a même plus de sens, ajoute-t-il : « Notre planète est en danger : un avenir non vert n'est pas une option ! »

UN EMPLOI VERT SELON L'OIT

- Offre un travail décent
- Économise l'énergie et les matières premières
- Réduit les émissions de gaz à effet de serre
- Génère moins de déchets polluants
- Protège et restaure les écosystèmes
- Permet de s'adapter au changement climatique

Aux niveaux genevois et suisse, le potentiel est impressionnant selon Eric Plan, secrétaire général de Clean-techAlps, la plateforme des technologies propres de Suisse occidentale qui renforce la synergie des acteurs et vise à créer ici un pôle de compétences au niveau européen capable de pénétrer les immenses marchés des pays émergents. Il rappelle les atouts de la Suisse, numéro un du recyclage, pays en tête de l'innovation avec des milliers de spécialistes de haut niveau. Et de citer des produits phares comme les onduleurs qui injectent le courant photovoltaïque dans le réseau, les systèmes d'économie et de traitement de l'eau, le stockage d'énergie par air comprimé...

Dans toute la chaîne de valeur, les métiers sont revisités de l'agriculture à la haute technologie, en passant par le facility manager, l'ingénieur, le couvreur, l'agent de déchetterie... même dans la chimie avec le captage et la valorisation du CO2. De nouvelles professions se dessinent à l'image des éco-concepteurs (cycles des produits) ou des analystes d'impact environnemental. Plus de 600 entreprises spécialisées, des formations de pointes offertes par l'EPFL, les universités et les HES et des projets emblématiques comme Solar Impulse, le catamaran solaire PlanetSolar ou la voiture solaire d'Icare, les constructions autonomes en énergie et à faible impact environnemental telles que les refuges de montagnes (cabane Monterosa à Zermatt, refuge du Goûter au Mont-Blanc)... tout est là, et pourtant Eric Plan a encore un souci : « Sommes-nous vraiment conscient de cette richesse et avons-nous, en Suisse, assez de gens qui veulent vraiment changer ? ». « Nous avons encore de la peine à transformer les innovations en marché, avertit-il. Les pouvoirs publics doivent jouer leur rôle de leader, indiquer plus clairement où on veut aller et s'engager concrètement pour des installations pilotes au sein des infrastructures publiques ! »

GENÈVE DEVRAIT ÊTRE UNE VITRINE !

En contradiction avec son rôle international, Genève manque de projet novateur pour illustrer le développement durable, par exemple un « Parc économique, écologique et social » regrette Eric Plan. Il relève une autre lacune : la région lémanique n'utilise pas suffisamment les programmes et les savoirs des nombreuses organisations spécialisées pour se créer des opportunités de collaboration en technologies vertes avec les pays en développement.

Claude Béglé, en tant que Vaudois, ajoute : « Genève, qui a une image extraordinaire, surtout au Sud, doit vraiment prendre conscience de sa marque dans ce domaine, et créer des partenariats avec les pays qui ont des problèmes d'empreinte écologique. »

LA STRATÉGIE VERTE DU CONSEIL FÉDÉRAL

A entendre Bruno Oberle, le directeur de l'Office fédéral de l'environnement, le gouvernement avance pourtant dans la bonne direction, avec le plan d'action «Economie verte» adopté le 8 mars 2013¹. Il comprend un «Master Plan pour les cleantechs», ainsi que des mesures ambitieuses de changement à long terme (taxation et statistiques fédérales, conditions-cadre pour la gestion de l'Etat). Pour l'instant, beaucoup dépend de la révision de la Loi sur la protection de l'environnement, débattue aux Chambres en tant que contre-projet à l'initiative populaire du parti vert «Pour une économie durable fondée sur une gestion efficiente des ressources (Economie verte)».

Une chance pour la Suisse. «La compétitivité de l'économie suisse constitue une autre motivation du Conseil fédéral pour encourager l'économie verte. Celle-ci attire des investissements massifs partout dans le monde grâce aux perspectives de marché qu'elle ouvre. La Chine a ainsi prévu dans son dernier plan quinquennal de dépenser 468 milliards de dollars pour écologiser d'importants pans de son économie», indique le directeur de l'Office fédéral de l'environnement.

Selon Oberle, la Suisse a les moyens de renforcer sa compétitivité sur ce marché vert en pleine expansion, grâce à sa capacité d'investissement, à un fort taux de recyclage ainsi qu'à une communauté de chercheurs de pointe, d'entreprises innovantes et de techniciens hautement qualifiés. Il cite l'exemple de la zone industrielle de Planchy, près de Bulle, où 18 sociétés et services publics se sont associés pour réduire leur empreinte écologique par une utilisation efficace des ressources: réseau de chaleur, recyclage des plastiques, gestion intégrée des déchets, installation photovoltaïque.

Le secteur vert employait en 2008 déjà 160'000 personnes. Il atteint aujourd'hui 3 à 3,5% du PIB suisse. Sa croissance annuelle dans le monde pourrait atteindre 15% d'ici 2020.

« LA SUISSE (ET GENÈVE) DOIT JOUER UN RÔLE DE LEADER »

La moitié de l'empreinte écologique suisse pèse sur l'étranger, car notre surconsommation de ressources est largement tributaire des importations, indique encore Bruno Oberle : «Nous n'avons donc pas seulement un intérêt, mais une responsabilité de devenir sinon leader, du moins actif sur ces questions, en offrant une plateforme globale de discussion à Genève. La seule question est: la Suisse pourra-t-elle saisir cette chance, ou va-t-elle la laisser à d'autres?»

CHANGER LES COMPORTEMENTS... EN DIALOGUANT AVEC LES ACTEURS

«Il faut de toute évidence que le nouveau paradigme à construire le soit par un travail collectif associant les économistes, les écologues et les politiques, ce collectif contrôlant avec vigilance à la fois l'optimisme des financiers, l'impatience des écologues et le volontarisme des ingénieurs», affirme Jacques Blondel.

On pourrait ajouter à cela un contrat social environnemental qui inciterait l'économie à proposer au consommateur des alternatives crédibles facilitant le choix d'un achat responsable.

Soyons interactif, interdisciplinaire, multipartenaire! Vu la diversité, et souvent la divergence des milieux intéressés, il est de plus en plus admis que seule une discussion concrète impliquant toutes les forces en présence peut aboutir à des résultats. «Par exemple Genève a fait œuvre de pionnier en Suisse par sa loi sur la bio-diversité de 2012», relève Pierre-André Loizeau, Directeur du Conservatoire et Jardin botaniques de Genève. Elle permet une stratégie cantonale reposant sur un dialogue et un consensus entre tous les acteurs, y compris la France voisine.

Du côté du secteur privé, certains chercheurs comme Gilles Carbonnier mettent en relief les opportunités d'un engagement multi-parties prenantes qui permettent aux Etats et aux organisateurs de la société civile de développer des partenariats avec l'économie privée dans des secteurs clés où les compétences, ressources et apports technologiques jouent un rôle déterminant. Gilles Carbonnier relève toutefois que les questions de légitimité et les risques de tels engagements doivent faire l'objet de réflexion éthique approfondie, d'un examen des risques et, surtout, d'une évaluation rigoureuse de l'impact de tels partenariats. Cependant, le Conseil mondial des affaires pour le développement durable (WBCSD), qui regroupe à Genève près de 200 géants mondiaux, dont neuf suisses, y compris des membres controversés sur le plan écologique comme Monsanto ou Chevron, travaille depuis 1992 à une évolution des mentalités par des programmes très détaillés sur le sustainable business. Ainsi, signale Béatrice Otto, Directrice Membre relations au WBCSD, le plan Vision 2050 vise un monde de 9 milliards d'habitants vivant décemment en respectant les limites de la planète. 50 entreprises s'astreignent déjà au cadre plus contraignant appelé Action 2020, mettant en place des solutions concrètes pour le changement climatique, l'eau, les écosystèmes, etc. Installé à la Maison de la Paix, acteur-clé de la contribution des milieux d'affaires au DD, le WBCSD collabore notamment avec le PNUE et l'IHEID.

Au nom des entreprises romandes, Blaise Matthey insiste sur l'importance d'un cadre international offrant des règles du jeu aussi équitables que possible, pour ne pas pénaliser les entreprises et les pays qui font des efforts. Quant à une réforme fiscale écologique, louable sur le principe, il met en garde contre une transformation brusque qui pourrait déséquilibrer les emplois et le finan-

1 <http://www.bafu.admin.ch/wirtschaft/11350/index.html?lang=fr>

cement de l'AVS. Jacques Jeannerat, Directeur du CCIG, relève l'atout de la principale matière première suisse : sa matière grise. Et regrette que ce pays ait «perdu son audace», par exemple en laissant tomber un «projet génial comme Swissmetro».

Pour Claude Béglé, Directeur général Symbioswiss, le défi est de gérer la complexité d'une société en plein changement, et notamment la contradiction fondamentale entre vision à long terme et objectif à court terme. Sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique : chercher à être réélu après quatre ans n'encourage guère à des investissements nécessaires pour la prochaine génération ! Les consommateurs (dont les achats constituent 60% du PIB) seraient certes disposés à des achats responsables, à condition de ne pas être perdu dans une jungle d'info sur les produits, ou encore culpabilisés par des constats angoissants sur la planète, avertit Mathieu Fleury : «Arrêtez, on ne veut pas se prendre la tête!». Tout comme Bruno Oberle, il souhaite une *responsabilité partagée* avec l'économie. Cette dernière, face à l'inertie et à la paresse de tout un chacun, pourrait lancer le *bien faire* comme une mode, un *lifestyle*. «On doit pouvoir faire confiance à des marques soucieuses du bien commun et de la qualité de vie.» Par exemple, les restaurants pourraient proposer des plats du jour de base en végétarien, avec option viande, et non le contraire comme aujourd'hui. On inciterait à un geste écologique sans atteinte à la liberté.

La Fédération romande des consommateurs examine avec l'OFEV l'idée d'une étiquette environnementale : avec le prix en francs et le prix *en planète* – soit le prix infligé à la nature et à des êtres humains. «Car chaque fois qu'un prix est trop bas, comme un T-shirt à 5 F, quelqu'un en pâtit quelque part. C'est même une concurrence déloyale entre celui qui fait bien et celui qui dévaste la planète», conclut Mathieu Fleury.

Reste un outil encore controversé : inclure les externalités environnementales dans le prix des biens. La FRC y est favorable, c'est la seule manière de rétablir une juste concurrence entre acteurs responsables et acteurs polluants. Blaise Matthey met en garde contre une «mesure de sanction économique» indistincte qui pèserait aussi sur le consommateur. Pourtant, le WBCSD travaille activement sur une évaluation correcte du «juste prix» : «à long terme cela va augmenter la valeur de l'entreprise, car elles auront commencé avant que d'inévitables réglementations n'arrivent», indique Béatrice Otto.

LES JEUNES ROULENT MOINS !

Une évolution qui angoisse davantage l'industrie automobile que les normes écologiques, signale Blaise Matthey : les jeunes ont de moins en moins envie d'acheter une voiture et de passer leur permis !

INFO-CONSUMMATEUR : ATTENTION À LA SURDOSE !

Donner de meilleurs outils pour savoir ce qu'on achète, oui, dit Béatrice Otto : «Mais si on donne trop de chiffres, trop de messages d'urgence, trop d'inquiétude, on risque de perdre la tête et le cœur du consommateur. Il faudrait aussi donner une image positive, donner l'envie du développement durable !»

GENÈVE PEUT ENCORE S'AFFIRMER COMME CAPITALE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Genève sera-t-elle le poste de pilotage de la «transition verte» de l'humanité ? Le suivi des Objectifs de développement durable fixés dès septembre 2015 présente en effet un potentiel important pour le savoir-faire concentré dans notre région.

Claude Haegi, alors qu'il était à l'exécutif de la Ville, puis du Canton de Genève, a contribué à l'ancrage des activités liées au DD dans la cité lémanique. D'abord en offrant des locaux à la Commission Brundtland, qui a concocté ce concept dans les années 80. Pourtant, la plupart des institutions issues du Sommet de la Terre de 1992 à Rio se sont installées ailleurs : la Commission du développement durable (Costa Rica), les conventions sur le climat (Bonn), la désertification (Bonn) et la biodiversité (Montréal). Seule la sécurité chimique (conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm) s'est finalement abritée sous le même toit à Genève.

C'est le résultat d'un manque de vision stratégique - à la fois local, fédéral et onusien : une grande dispersion qui ne facilite pas la percée mondiale du DD. Certes, le choix de Nairobi comme siège du PNUE voulait aussi encourager l'implication du Sud. Plus récemment, l'octroi du Fond vert pour le climat à la Corée du Sud marque aussi l'engagement des pays émergents.

Cependant l'ancien conseiller d'Etat souligne «l'absence de sensibilité et de volonté» en Suisse sur ce plan, y compris de la part des milieux économiques. Il énumère une série de ratages, comme l'Académie internationale de l'environnement à Conches ou la création de la Maison internationale de l'environnement à Châtelaine «dans un triste endroit» - au lieu d'en faire un bel emblème sur la rade... Il rappelle les résistances locales à l'idée d'une politique environnementale à la hauteur de ce rôle global, alors que cela représentait au contraire des chances majeures d'attractivité économique et d'emplois.

Malgré tout, Genève est quand même devenu un centre important, mais pas unique, des affaires environnementales. C'est là que le PNUE est devenu le fer de lance de «l'économie verte». Le concept de transition écologique de l'humanité y prend forme, avec des centaines d'experts travaillant en interdisciplinarité sur les «emplois verts» (OIT) et le «commerce durable» (CNUCED, OMC, CCI), sans oublier le changement climatique (GIEC, OMM), ni les dimensions écologiques de l'humanitaire (HCR, CICR,

OCHA, ISDR] et de la santé [OMS]. L'action normative d'ISO et de la CEE-ONU renforce également l'harmonisation des standards écologiques.

En fait la vague durable transversale touche toutes les organisations internationales et de nombreuses ONG. Les milieux économiques participent aussi à cette élaboration avec le Conseil mondial des affaires pour le développement durable (WBCSD) créé par Stephan Schmidheiny à Rio en 1992. De même le Forum économique mondial affiche aussi des préoccupations environnementales. Parmi 30 ONG actives dans ce domaine, mentionnons Green Cross International fondé en 1993 par Mikhail Gorbatchev. L'Institut des sciences de l'environnement de l'Université de Genève a pris son essor dès 2007, suivi du Centre for International Environmental Studies de l'IHEID. D'autres organismes comme le Réseau Environnement Genève (200 membres), Green Growth Knowledge Platform, Group on Earth Observation (GEO), Global Social Observatory (GSO), Millennium Institute, complètent ce dispositif au niveau de la recherche et de l'interaction. Enfin, le WWF International et l'UICN, à Gland, sont clairement des acteurs majeurs de la Genève internationale.

Par ailleurs, les fédérations syndicales et patronales internationales, Geneva Association (le think tank stratégique des assurances), Sustainable Finance Geneva, Cleantech Switzerland, Swissolar et bien d'autres contribuent aux initiatives et au dialogue interactif sur l'économie verte.

Cette concentration finalement impressionnante regroupe des milliers d'acteurs du changement mondial. Il serait logique que Genève devienne le tableau de bord des Objectifs de développement durable après leur adoption par l'ONU en septembre 2015. Mais attention: obtenir une telle position, avec un rôle de levier sur les efforts pour un monde durable, nécessite des efforts diplomatiques suisses, ainsi qu'une détermination sans faille des leaders politiques et économiques locaux.

DU CLUB DE ROME AU CLUB DE GENÈVE ?

Claude Haegi préside le Fondation pour l'Economie et le Développement durable des Régions d'Europe (FEDRE). Il lance l'idée d'un Club de Genève, précisément enraciné dans le terreau fertile de Genève internationale. Cette conscience mondiale chercherait à dépasser les polémiques en pariant sur la recherche, l'innovation et les jeunes pour «apporter de la modernité» au DD, pour faire germer des solutions et des projets de société sans dogmatisme, tout en veillant à «l'intérêt supérieur» de Genève.

L'Institut national genevois, fondé en 1852, est une institution populaire ouverte à tous qui encourage le progrès et la diffusion des sciences, des lettres, des beaux-arts, de l'industrie, du commerce et de l'agriculture.

Fondée en 1559, **l'Université de Genève** est la deuxième plus grande Haute école de Suisse. L'UNIGE a trois missions principales: la formation, la recherche et la prestation de service à la communauté en matière de formation continue, de conseils-expertises et de recherche.

La **Fédération genevoise de coopération**, créée en 1966, regroupe une soixantaine d'associations actives à Genève dans la solidarité internationale. Elle est le partenaire privilégié de nombreuses collectivités publiques genevoises désireuses de s'engager dans la coopération au développement.